

Déclaration de presse commune

URGENCE SUR LES TRANSPORTS EN ILE DE France

Les Organisations syndicales CGT Ile-de-France, URI CFTD, UNSA Ile-de-France, FSU Ile-de-France, les associations d'usagers et consommateurs FUTSP, Ligne 13, INDECOSA Paris, le collectif CGT chômeurs d'Ile de France tirent une nouvelle fois la sonnette d'alarme concernant la situation des usagers des transports franciliens.

Voyager en Ile de France est devenu un véritable parcours du combattant retards, annulations, défauts, vétusté de certains matériels et d'infrastructure, manque de personnels, saturation de lignes sont à l'origine des difficultés quotidiennes que vivent celles et ceux qui utilisent les transports collectifs franciliens.

CELA NE PEUT PLUS DURER

L'Etat porte une lourde responsabilité dans la situation des transports franciliens. Il doit prendre les mesures nécessaires de financement d'urgence.

Les annonces en matière de transports collectifs faites autour du projet GRAND PARIS concernent le long terme et le très lointain. Elles ne répondent en rien aux mesures qu'il faut engager pour remettre en état le réseau existant (matériels et infrastructures).

D'AUTRES PRIORITES ET URGENCES

Il y a urgence à engager de façon importante les travaux et financements nécessaires, et dégager des priorités pour :

- L'achat de nouveaux matériels en réponse aux besoins immédiats et à moyen terme,
- Rénover et remplacer les matériels et infrastructures défectueux,
- Remettre en place les effectifs dans les stations, gares et trains pour la sécurité l'accueil et le conseil aux usagers
- Renforcer les effectifs des services de maintenance et réparations des matériels roulants et infrastructures des entreprises publiques RATP et SNCF.

Les Organisations syndicales CGT Ile-de-France, URI CFTD, UNSA Ile-de-France, FSU Ile-de-France, les associations d'usagers et consommateurs FUTSP, Ligne 13, INDECOSA Paris, le collectif CGT chômeurs d'Ile de France ont décidé :

- De s'adresser à Monsieur BUSSEAU, ministre en charge des transports et demandent à être reçus.
- De poursuivre la campagne commune de pétitions pour obtenir un plan d'urgence de financement des transports franciliens par l'Etat.
- D'organiser des initiatives publiques pour faire connaître leurs exigences.
- D'interpeller les différents groupes politiques du Conseil Régional, les Députés et Sénateurs présents sur l'Ile de France.

Le 2 décembre 2009